

Lettre aux parents

Madame, Monsieur,

Votre enfant n'aura pas classe le 12 février car les enseignants sont en grève à l'appel de leur organisation syndicale, le SNUipp, sur la question de la refondation de l'école et des rythmes. Favorables à une réforme, ils ne sont pas opposés, comme voudrait le faire croire le ministre qui se trouve dans une impasse, à la réintroduction de la semaine de 4 jours et demi. Mais les enseignants ne peuvent accepter une réforme imposée sans concertation où l'intérêt des enfants, de vos enfants, n'est pas pris en compte.

Dans le cadre actuel du décret rejeté, qui n'a été voté ni par les fédérations de parents d'élèves ni par les organisations syndicales représentantes des enseignants,

► **la journée de l'enfant ne changera qu'à la marge.** Actuellement, l'hypothèse la plus retenue engendre une augmentation de la durée de pause méridienne dont le contenu n'est ni délimité, ni fixé par la loi. Le ministre, dans une communication fluctuante, annonce un jour aux communes qu'elles devront mettre en place des activités péri-éducatives gratuites, un autre jour qu'elles pourraient être payantes, un autre encore que les communes seraient libres d'en organiser ou pas !

► **les Conseils d'Ecoles qui regroupent parents, enseignants, représentants de la commune, pourraient être dessaisis sur des choix qui les concernent en premier lieu** : les horaires de l'école, la durée de la pause méridienne, l'organisation de la sieste en maternelle, l'utilisation des locaux scolaires sur le temps péri-éducatif...

Aussi,

► Parce que la réforme actuelle risque d'accroître encore les inégalités: au-delà du temps scolaire, certains se verront proposer des activités péri-éducatives (parfois payantes !) pendant que d'autres attendront 45 minutes de plus en garderie ;

► Parce que l'intérêt de l'enfant s'efface derrière des considérations financières et la pression des lobbys, notamment du tourisme ;

Nous estimons qu'il faut se donner le temps de penser ensemble une vraie réforme pour 2014 à même de favoriser la réussite des élèves. Le statut quo n'est pas possible mais le changement ce doit être pour du mieux !

Nous comptons sur votre compréhension et sur votre soutien.
L'équipe enseignante

Lettre aux parents

Madame, Monsieur,

Votre enfant n'aura pas classe le 12 février car les enseignants sont en grève à l'appel de leur organisation syndicale, le SNUipp, sur la question de la refondation de l'école et des rythmes. Favorables à une réforme, ils ne sont pas opposés, comme voudrait le faire croire le ministre qui se trouve dans une impasse, à la réintroduction de la semaine de 4 jours et demi. Mais les enseignants ne peuvent accepter une réforme imposée sans concertation où l'intérêt des enfants, de vos enfants, n'est pas pris en compte.

Dans le cadre actuel du décret rejeté, qui n'a été voté ni par les fédérations de parents d'élèves ni par les organisations syndicales représentantes des enseignants,

► **la journée de l'enfant ne changera qu'à la marge.** Actuellement, l'hypothèse la plus retenue engendre une augmentation de la durée de pause méridienne dont le contenu n'est ni délimité, ni fixé par la loi. Le ministre, dans une communication fluctuante, annonce un jour aux communes qu'elles devront mettre en place des activités péri-éducatives gratuites, un autre jour qu'elles pourraient être payantes, un autre encore que les communes seraient libres d'en organiser ou pas !

► **les Conseils d'Ecoles qui regroupent parents, enseignants, représentants de la commune, pourraient être dessaisis sur des choix qui les concernent en premier lieu** : les horaires de l'école, la durée de la pause méridienne, l'organisation de la sieste en maternelle, l'utilisation des locaux scolaires sur le temps péri-éducatif...

Aussi,

► Parce que la réforme actuelle risque d'accroître encore les inégalités: au-delà du temps scolaire, certains se verront proposer des activités péri-éducatives (parfois payantes !) pendant que d'autres attendront 45 minutes de plus en garderie ;

► Parce que l'intérêt de l'enfant s'efface derrière des considérations financières et la pression des lobbys, notamment du tourisme ;

Nous estimons qu'il faut se donner le temps de penser ensemble une vraie réforme pour 2014 à même de favoriser la réussite des élèves. Le statut quo n'est pas possible mais le changement ce doit être pour du mieux !

Nous comptons sur votre compréhension et sur votre soutien.
L'équipe enseignante